

René Kollwelter

# Une école de la deuxième chance au Luxembourg

*René Kollwelter, ancien directeur de l'Ecole de la deuxième chance à Marseille et actuellement membre du Conseil d'Etat, a élaboré en 2005 un concept pour instaurer une telle école au Luxembourg, à la demande du ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Ce document aborde notamment les aspects pédagogiques, juridiques, financiers, administratifs et politiques. forum reprend le résumé de ce rapport qui n'a pas eu de répercussions jusqu'à ce jour.*

Le concept des écoles de la deuxième chance est en fait un projet pilote européen qui a deux objectifs majeurs, à savoir combattre le décrochage scolaire et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes sans diplôme et sans qualification. Au Luxembourg, ces deux domaines concernent le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle d'une part, et le ministère du Travail et de l'Emploi d'autre part.

## L'objectif européen : la stratégie de Lisbonne

Cette stratégie avait identifié plusieurs domaines clés :

- améliorer la capacité d'insertion professionnelle et réduire le déficit de qualification,
- accorder plus d'importance à la formation tout au long de la vie, comme composante essentielle du modèle social européen,
- améliorer l'égalité des chances sous tous ses aspects.

Il a aussi et surtout été décidé à Lisbonne de réduire de moitié, pour l'année 2010, le nombre de jeunes sans diplôme et sans qualification.

Pour atteindre cet objectif, ou, plus modestement, vu le retard pris, pour s'en rapprocher, il faut redoubler d'initiatives, d'efforts et donc de projets plus systématiques et plus ciblés. A côté et en collaboration avec les structures existant d'ores et déjà, l'E2C-LUX redynamisera un champ d'activité un peu délaissé et ouvrira de nouvelles perspectives.

## L'objectif national : formation et emploi

Tout le monde est d'accord pour trouver un caractère atypique au marché de l'emploi du Luxembourg et ce jugement a une certaine importance dans le cadre de la formation et de l'insertion des jeunes sans qualification. Ainsi constate-



t-on le phénomène d'une augmentation constante de l'emploi total, couplée à une augmentation constante des demandeurs d'emplois. Il y a donc à la fois un problème quantitatif et qualitatif. On retrouve sur la touche une population de jeunes de moins de 25 ans estimée à plus d'un millier de personnes, sans compter ceux qui bénéficient d'une mesure d'insertion. Souvent, ces jeunes ne trouvent pas d'emploi parce qu'ils n'ont pas les caractéristiques minimales exigées par un employeur (scolarité, compétences, expérience, bref, l'« employabilité ») pour prendre le risque de les engager. Souvent, ce déficit conduit l'employeur à engager une personne issue de la Grande Région. C'est ce phénomène qui a conduit notamment le Conseil économique et social à parler « d'une inadéquation croissante des demandeurs d'emploi résidents aux emplois offerts dans le contexte de la concurrence transfrontalière » et à affirmer que « l'augmentation du chômage à caractère structurel ne peut plus être contrecarrée de manière efficace, qu'en améliorant l'employabilité du demandeur d'emploi résident ».

C'est exactement dans cet axe stratégique que se positionne l'E2C-LUX qui, par sa flexibilité, par l'individualisation de son parcours pédagogique et par son partenariat étroit avec les entreprises, s'emploiera à trouver la symbiose entre les besoins du marché de l'emploi et ceux des jeunes sans qualification.

### L'objectif politique : plus de justice sociale

La réussite à l'école est une condition *sine qua non* sur un marché du travail et dans une société basés sur la connaissance. Pour pallier au phénomène croissant de décrochage scolaire et donc d'exclusion, il faut proposer de nouveaux

dispositifs spécifiquement adaptés à ces jeunes défavorisés pour leur conférer une formation, des compétences et, le cas échéant, le goût de continuer une formation diplômante, donc un accès plus facile à l'emploi et à une citoyenneté active. Aujourd'hui, on ne peut plus régler les problèmes de qualification et d'insertion de ce public avec les recettes et les mesures d'hier.

---

### Dans la société de la connaissance dans laquelle nous vivons déjà, les stratifications sociales reposent de plus en plus sur les délimitations de ceux qui ont et ceux qui n'ont pas les compétences et les qualifications nécessaires.

---

Dans la société de la connaissance dans laquelle nous vivons déjà, les stratifications sociales reposent de plus en plus sur les délimitations de ceux qui ont et ceux qui n'ont pas les compétences et les qualifications nécessaires. L'abandon des études a dès lors des conséquences plus durables que dans un passé récent, il risque de marquer un individu pendant sa vie entière, en diminuant fortement ses possibilités d'évolution et en faisant de lui un citoyen de seconde zone. La fracture sociale est aussi une fracture au niveau des connaissances, de la formation, du savoir-faire et du savoir-être.

L'échec scolaire, s'il affecte toutes les classes et toutes les catégories sociales, n'est cependant pas un phénomène socialement « neutre », il touche certains groupes plus que d'autres. Des enquêtes ont démontré que les jeunes qui abandonnent le système scolaire sont souvent issus de familles à faibles ressour-

ces et il semble que l'échec scolaire présente une forte composante intergénérationnelle. Beaucoup de ces jeunes sont issus de familles éclatées, de familles de migrants ou de réfugiés à peine intégrés. Le décrochage scolaire n'est donc pas un phénomène isolé d'échec de l'apprentissage, il est lié à toute une série de facteurs sociaux, sanitaires, familiaux et financiers.

Souvent, l'échec scolaire n'est qu'une étape de l'engrenage qui mène à l'exclusion sociale, mais le décrochage est souvent le point de rupture fatal qui va priver le jeune de compétences, de qualifications, d'un objectif et d'un projet de vie ainsi que des contacts sociaux et de l'environnement dont il a besoin pour s'intégrer dans la société et être considéré comme un citoyen à part entière. La lutte contre l'échec scolaire est donc au cœur du débat sur la réforme de l'éducation. Elle est essentielle pour la réussite d'une économie de la connaissance durable et pour une société démocratique à laquelle chacun peut participer.

### La présentation analytique de l'E2C

#### a) le public concerné

L'E2C est destinée à des jeunes de 18 à 25 ans ayant quitté l'enseignement sans diplôme et sans qualification et qui sont à la recherche d'une insertion sociale et professionnelle. En premier lieu, ce sont des jeunes adultes qui n'ont pas les acquis indispensables pour profiter utilement des formations courantes ou occuper et évoluer durablement dans un emploi. Les jeunes ne disposent que d'un faible niveau de connaissances de base et ont connu des parcours scolaires chaotiques qui se sont soldés par un échec. Faute de perspectives d'amélioration de leur situation sociale, ils courent



le risque de s'enliser de façon irréversible dans la marginalité et l'exclusion.

Au Luxembourg, trois groupes cibles sont essentiellement visés : les jeunes sortis prématurément du système scolaire, sans diplôme et sans qualification, les jeunes de moins de 25 ans inscrits comme demandeurs d'emploi à l'ADEM et certains jeunes bénéficiaires du RMG.

Notons encore que les jeunes de l'E2C-LUX auront le statut de stagiaire de la formation et seront rémunérés à peu près 500 euros par mois par le Fonds pour l'emploi.

### b) l'objet principal

L'objet consiste à réintégrer ces jeunes dans une dynamique sociale et professionnelle, en leur proposant une large palette d'opportunités de formation de qualité, adaptées à leurs besoins individuels. La démarche se propose de leur redonner confiance, de les préparer à acquérir des compétences en les encourageant à adopter les attitudes nécessaires pour entrer dans un parcours d'insertion réussi. Ceci suppose d'abord de comprendre ces jeunes, de connaître leurs aptitudes et leurs besoins ainsi que les possibilités réelles d'emploi dans le contexte économique général.

L'objectif majeur de l'E2C sera de permettre à son public l'accès direct à l'emploi ou un retour à la formation professionnelle traditionnelle. L'E2C ne sera donc pas une voie diplômante, mais une voie certifiante, qui vise notamment à améliorer l'employabilité.

Dans le cadre de la future réforme de la formation professionnelle et, plus tard, dans le cadre de l'introduction de la validation des acquis de l'expérience (VAE), des passerelles devront être établies entre ces différentes voies en termes de capitalisation et de reconnaissance de modules ou de certificats.

### c) la pédagogie

L'E2C ne dispose pas de référentiel sur lequel s'appuyer, elle produit elle-même du référentiel et le moteur de production est l'innovation pédagogique. Le processus pédagogique, qui va durer 12 mois, se caractérise à la fois par le recours à différentes logiques d'apprentissage et par la personnalisation de la formation. Les caractéristiques suivantes méritent d'être relevées :



### Dormez, braves gens !

L'école de la deuxième chance ! Quel projet ambitieux qui se propose de donner une deuxième chance à celui ou celle qui a raté la première. Or un tel projet ne se fera pas à Luxembourg. Certainement pas parce que les besoins n'existent pas, bien au contraire ! Mais que voulez-vous ? Dans notre microcosme, si vous ne disposez pas d'un lobby, tant pis pour vous ! Et surtout ne comptez pas sur les forces politiques ou syndicales qui ne s'intéressent qu'à ceux qui sont représentés par un groupement d'intérêt. Après, vous avez toutes les barrières insurmontables que vous rencontrez dans les ministères et les administrations... La réalisation d'un tel projet exige la remise en cause de trop nombreuses choses et de trop nombreuses personnes.

Alors on préfère observer, tout en jouant les pleureuses, l'accroissement du chômage des jeunes sans qualification et sans diplôme, et constater, les bras croisés, que la plupart des emplois sont occupés par des frontaliers venant de plus en plus loin. « Priorité à la main-d'œuvre résidente », comme le revendique, à juste titre, le Conseil économique et social.

Pour remettre au travail des jeunes oisifs depuis quelque temps et déstructurés, il faut leur présenter une autre offre que celle qu'ils ont déjà refusée plusieurs fois. Sans structure de formation adaptée à leurs besoins, pas de salut, ce sera presque mission impossible de les rendre employables. Qu'une telle structure ait un coût, c'est certain. Mais elle n'a pas de prix !

Dormez, braves gens, continuez à dormir, un œil fixé sur la courbe du chômage qui grimpe...

**René Kollwelter**

P.S. Pour ce dossier, je suis exceptionnellement sorti du silence que je me suis imposé depuis un an dans le dossier d'une école de la deuxième chance au Luxembourg.

- Le dispositif pédagogique est un système en alternance. Les jeunes passent quatre semaines à l'E2C-LUX pour y suivre un enseignement général basé sur une remise à niveau dans différents domaines et deux semaines en stage dans les entreprises ; il n'y a donc pas de formation « technique » à l'E2C-LUX, mais elle a exclusivement lieu en entreprise,

- l'E2C prend en compte l'ensemble des difficultés des jeunes et prend en charge chaque jeune dans sa globalité, avec l'ensemble de ses aptitudes et de ses lacunes, quelles qu'elles soient,

- l'E2C est animée par une équipe aux compétences multidisciplinaires : enseignement, formation, conseil et suivi individualisé,

- l'informatique doit jouer un rôle central dans l'E2C. Cet outil pédagogique favorise non seulement un apprentissage autonome et actif, mais constitue aussi un élément de formation important dans la lutte contre « l'analphabétisme technologique »,

Le choix des qualifications qui sont proposées doit être particulièrement pertinent pour l'insertion économique et sociale dans le contexte du marché de l'emploi. Ces qualifications doivent donc être examinées avec les organismes professionnels compétents et avec les représentants des entreprises partenaires regroupées dans un Comité de suivi et de réflexion.

#### d) les partenariats

Cet élément est très important pour la réussite de l'E2C, qui doit s'inscrire dans un réseau de partenariat avec les institutions nationales et locales, les milieux économiques les plus divers, le monde du travail, les ONG et les autres structures travaillant dans ce domaine. Il faut donc clairement expliquer ce que l'on envisage de faire et montrer que l'E2C ne vient pas concurrencer des structures existantes mais, au contraire, doit pouvoir bénéficier de leur appui et vice-versa.

L'E2C doit donc se positionner comme un véritable partenaire afin de ne pas être perçue comme un simple sous-traitant ou comme étant dans une simple démarche commerciale. L'E2C ne pourra pas tout faire, il faut donc faire l'inventaire de toutes les ressources disponibles :

compétences, institutions, dispositifs variés et, surtout, entreprises. Ainsi, la réussite de l'E2C dépend largement de la capacité à mobiliser tous les acteurs susceptibles de contribuer à son succès.

#### e) l'innovation et l'évaluation

La mise en place d'une nouvelle structure d'éducation et d'insertion professionnelle sera mise à profit pour y ancrer, dès le début, deux démarches, à savoir l'innovation pédagogique et l'évaluation. Le projet E2C-LUX pourra

---

### L'objectif majeur de l'E2C sera de permettre à son public l'accès direct à l'emploi ou un retour à la formation professionnelle traditionnelle.

---

même intégrer dans sa propre démarche un projet pilote concernant l'évaluation, susceptible d'être appliqué plus tard dans l'ensemble des structures éducatives.

#### f) l'infrastructure

L'E2C-LUX pourrait occuper le bâtiment de l'école primaire du Kirchberg, rue des Maraîchers. Notons que ce bâtiment scolaire appartient à la Ville de Luxembourg, invitée d'ailleurs à s'impliquer dans le projet.

#### g) le personnel

Le total de l'équipe de l'E2C-LUX (Direction, Entreprise, Pédagogie, Vie citoyenne, Europe, Administration) comprend 34 personnes qui auront le statut de droit public et une tâche hebdomadaire se situant entre 30 et 40 heures, selon le statut et les fonctions de chacun-e.

#### h) le budget

Pour avoir un ordre de grandeur sommaire, une estimation concernant le budget de fonctionnement de l'E2C-LUX arrive à un montant de 3 millions d'euros par an. Le financement se fera par le biais du budget de l'Etat, des financements privés, sous forme de dons ou de legs, sont autorisés.

#### i) le cadre légal

Afin de souligner l'autonomie, la spécificité et la flexibilité de l'E2C-LUX,

elle aura le statut légal de l'établissement public, piloté conjointement par le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et celui du Travail et de l'Emploi. Un projet de loi ad hoc devra donc être adopté par la Chambre des députés.

#### j) l'agenda

Dans le cas de figure d'une décision politique qui serait prise au début de l'automne 2005 et selon l'évolution du projet Neie Lycée, on pourrait envisager l'ouverture de l'E2C-LUX au mieux pour avril 2007, au pire au début de l'année suivante.

### Le mot de la fin

Le projet E2C qui, à l'origine, est un projet pilote européen, participe de la société de la connaissance, c'est-à-dire d'une société de l'information et du savoir. L'accès à la formation tout au long de la vie doit être développé et rester en même temps accessible au plus grand nombre. Cette perspective est d'autant plus urgente que les changements dans l'organisation du travail, provoqués notamment par les technologies de l'information, rendent indispensables la formation de tous à ces nouveaux outils.

Pour mettre en œuvre un projet comme celui de l'E2C-LUX, il faut d'abord une volonté politique forte, mais aussi un projet pédagogique, des moyens humains et financiers pour le traduire dans la réalité.

Maintenant, il faut réunir tous ces éléments et encore beaucoup d'autres pour passer à l'action et assurer le succès de l'E2C-LUX. Le temps presse...

